

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



Premier ministre

Direction
de l'information
légale
et administrative



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail,
de l'emploi,
de la formation
professionnelle
et du dialogue social

Ministère de l'agriculture,
de l'agroalimentaire
et de la forêt

BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2013/19 DU 1^{ER} JUIN 2013

	<u>Pages</u>
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social....	1
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	(*)

(*) Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 19.

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DU DIALOGUE SOCIAL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2013/19

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Automobile (services) : accord du 27 mars 2013 relatif au capital de fin de carrière.....	4
Boulangerie-pâtisserie (La Réunion) : lettre de dénonciation du 18 mars 2013 de la FRABP de la convention	7
Carrières et matériaux (industries [Alsace, ouvriers, ETAM]) : accord du 20 mars 2013 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2013.....	8
Cartonnage (industries) : avenant n° 2 du 13 mars 2013 à l'accord du 11 février 2010 relatif aux frais de santé	11
Charcutières (industries) : avenant n° 3 du 5 mars 2013 à l'accord du 6 octobre 2006 relatif à la prévoyance	14
Commerce (détail et gros à prédominance alimentaire) : avenant n° 40 du 30 novembre 2011 relatif à la prévoyance pour les salariés non cadres.....	17
Confiserie, chocolaterie (commerce de gros) : accord du 15 janvier 2013 relatif aux salaires minima au 1^{er} janvier 2013.....	19
Coopératives de consommation (personnel, gérants) : avenant n° 913 du 15 mars 2013 relatif aux salaires au 1^{er} avril pour 2013	21
Hospitalisation privée : avenant du 4 mars 2013 relatif au fonctionnement de la commission paritaire.....	23
Matériaux de construction (négoce) : accord du 11 février 2013 relatif au fonctionnement des instances paritaires.....	25
Matériaux de construction (négoce [cadres]) : avenant n° 37 du 11 février 2013 modifiant le champ d'application de la convention.....	29
Matériaux de construction (négoce [ouvriers]) : avenant n° 49 du 11 février 2013 modifiant le champ d'application de la convention.....	31
Matériaux de construction (négoce [ETAM]) : avenant n° 51 du 11 février 2013 modifiant le champ d'application de la convention.....	33
Métallurgie (Dordogne) : accord du 18 février 2013 relatif aux rémunérations effectives garanties pour l'année 2013.....	35
Métallurgie (Dordogne) : accord du 18 février 2013 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques au 1^{er} janvier 2013	38
Métallurgie (Maubeuge) : accord du 22 mars 2013 relatif à la prime de vacances	40

Métallurgie (Maubeuge) : accord du 22 mars 2013 relatif aux salaires et à la prime de panier au 1 ^{er} janvier 2013	42
Métallurgie (Nièvre) : accord du 28 mars 2013 relatif aux salaires et primes pour l'année 2013	46
Missions locales et PAIO : adhésion par lettre du 2 janvier 2013 de la FNOS CGT à l'avenant n° 47 du 18 décembre 2012 à la convention.....	52
Papeterie, fournitures de bureau (commerces de détail) : accord du 20 mars 2013 relatif aux salaires minima pour l'année 2013	53
Promotion immobilière : avenant n° 34 du 29 mars 2013 relatif aux salaires minima et à la valeur du point pour l'année 2013.....	55

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

**IDCC : 1090. – SERVICES DE L'AUTOMOBILE
(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle
Activités connexes
Contrôle technique automobile
Formation des conducteurs)**

ACCORD DU 27 MARS 2013

RELATIF AU CAPITAL DE FIN DE CARRIÈRE

NOR : ASET1350655M

IDCC : 1090

Vu la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites ;

Vu le décret du 30 décembre 2010 relatif à l'âge d'ouverture du droit à pension de retraite ;

Vu l'avenant n° 55 du 15 juillet 2009 relatif aux parcours professionnels dans les services de l'automobile ;

Vu en particulier l'article 21 dudit avenant, convenant d'un réexamen paritaire des conditions d'ouverture du droit au capital de fin de carrière à l'égard des salariés qui ont eu une carrière longue ;

Considérant que la décision prise par les signataires de l'avenant n° 55 de sauvegarder et de pérenniser le capital de fin de carrière institué en 1974 implique la viabilité financière du dispositif à long terme, laquelle n'est pas menacée dès lors que les modifications des paramètres qui le gouvernent ne s'appliquent que pour une durée précisément déterminée,
les organisations soussignées conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

Droit temporaire au capital de fin de carrière

Un droit au capital de fin de carrière est temporairement ouvert au bénéfice de certains salariés prenant une « retraite anticipée longue carrière ».

Les salariés concernés sont ceux qui notifient à l'employeur leur départ anticipé à la retraite dans les conditions indiquées ci-après, dès lors que cette notification intervient au plus tôt le 1^{er} juillet 2013 et au plus tard le 30 juin 2014.

Les conditions du départ à la retraite permettant l'attribution d'un capital de fin de carrière sont les suivantes, par dérogation aux articles 17.1 *a* et 17 *bis* du RPO.

1. Achever sa carrière par un départ volontaire anticipé à la retraite au titre d'une carrière longue, mettant fin au contrat à durée indéterminée, en s'engageant à quitter l'entreprise au terme du préavis de 1 ou de 2 mois découlant de la législation en vigueur.

2. Etre âgé de moins de 60 ans au terme du préavis de départ volontaire à la retraite.

3. Totaliser au moins 20 ans d'ancienneté dans la profession au terme du préavis, dont au moins 1 année continue dans l'entreprise avant le terme du préavis.
4. Ne pas bénéficier d'une indemnité légale de départ volontaire à la retraite d'un montant égal ou supérieur à l'assiette de calcul visée à l'article 17.3 du RPO.
5. Faire liquider ses retraites complémentaires ARRCO et, le cas échéant, AGIRC.

Article 2

Montant du capital de fin de carrière

Les dispositions de l'article 17.2 du RPO « Calcul de l'ancienneté dans la profession » de l'article 17.3 « Montant du capital de fin de carrière » et de l'article 20 « Salariés ayant travaillé à temps partiel » sont applicables aux salariés visés à l'article 1^{er}.

Article 3

Application du présent accord

Le présent accord fera l'objet des formalités légales de dépôt. Dès que le dépôt légal aura été effectué, les organisations soussignées s'engagent à en informer les entreprises et les salariés, en vue d'inviter ceux d'entre eux qui sont susceptibles de bénéficier de l'accord de constituer un dossier auprès de l'organisme assureur.

L'employeur, auquel un salarié aura notifié son départ volontaire à la retraite dans les conditions ci-dessus, procédera comme indiqué par l'article 18 du RPO, de façon à permettre à l'OAD de calculer dans les meilleurs délais les droits légaux et conventionnels de l'intéressé.

Les droits ainsi calculés ne seront liquidés par l'OAD, dans les conditions et limites précisées par l'article 19 du RPO, qu'après la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension du présent accord. Ce délai de liquidation ne prive pas le salarié du droit de percevoir, dès la fin du préavis, l'indemnité légale de départ volontaire à laquelle il peut prétendre de la part de son employeur.

Article 4

Extension de l'accord

L'extension du présent accord sera demandée conformément à l'article L. 2261-15 du code du travail. Les versements mis à la charge de l'OAD par le présent accord ne seront effectués qu'après la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension qui le concerne.

Fait à Suresnes, le 27 mars 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CNPA ;
FFC ;
FNAA ;
FNCRM ;
UNIDEC ;
PP ;
GNESA ;
SNCTA.

Organisations de salariés :

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

CSNVA ;

FGMM CFDT ;

FTM CGT.

Convention collective départementale
IDCC : 1233. – BOULANGERIE-PÂTISSERIE
(La Réunion)
(29 novembre 1982)

(Etendue par arrêté du 27 décembre 1983,
Journal officiel du 11 janvier 1984)

LETTRE DE DÉNONCIATION DU 18 MARS 2013
DE LA FRABP DE LA CONVENTION

NOR : ASET1350651M
IDCC : 1233

Sainte-Marie, le 18 mars 2013.

La fédération réunionnaise des artisans boulangers-pâtisseries, 30, rue André-Lardy, Les Cuves de la Mare, bâtiment D, local n° 3, 97438 Sainte-Marie, au ministère du travail, direction générale du travail, service des relations et des conditions de travail, bureau des relations collectives du travail, 39-45, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Monsieur,

En application de l'article L. 2261-9 du code du travail, la fédération réunionnaise des artisans boulangers-pâtisseries vous informe qu'elle dénonce la convention collective de la boulangerie-pâtisserie de La Réunion (IDCC 1233), dans la perspective d'une demande d'élargissement au département de La Réunion de la convention collective nationale (IDCC 843).

Cette dénonciation est soumise au respect d'un préavis de 3 mois. La convention dénoncée restera en vigueur jusqu'à la conclusion de l'accord ou de la convention qui lui sera substitué, ou, à défaut, pendant une durée de 1 an à compter de l'expiration du délai de préavis.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le président.

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 20 MARS 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2013
(ALSACE)

NOR : ASET1350660M

IDCC : 87, 135

Entre :

L'UNICEM Alsace,

D'une part, et

L'URCB CFDT Alsace,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à la convention collective nationale du 12 juillet 1955, à l'accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

NIVEAU	ÉCHELON	VALEUR MENSUELLE (en euros)	POURCENTAGE d'augmentation
I	1	1 437	2,00
	2	1 458	2,00
II	1	1 459	1,60
	2	1 481	1,60
	3	1 526	1,60
III	1	1 533	1,60
	2	1 555	1,60
	3	1 602	1,60
IV	1	1 611	1,60
	2	1 638	1,60
	3	1 697	1,60
V	1	1 702	1,60
	2	1 755	1,60
	3	1 877	1,60
VI	1	1 908	1,60
	2	1 982	1,60
	3	2 141	1,60
VII	1	2 183	1,60
	2	2 316	1,60
	3	2 524	1,60

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des rémunérations pour heures supplémentaires ;
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient ;
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle ;
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-7 du code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours, qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l'accord signé aux organisations syndicales.

Fait à Schiltigheim, le 20 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3135

Convention collective nationale
IDCC : 489. – INDUSTRIES DU CARTONNAGE

AVENANT N° 2 DU 13 MARS 2013
À L'ACCORD DU 11 FÉVRIER 2010 RELATIF AUX FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1350664M

IDCC : 489

Entre :

La FFC,

D'une part, et

La FCE CFDT ;

La FFSCEGSA CFTC ;

La FIBOPA CFE-CGC ;

La FG FO construction ;

La FILPAC CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent avenant aménage les dispositions de l'avenant n° 136 du 11 février 2010 « Régime frais de santé » (ci-après dénommé l'avenant) aux regards des dispositions du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire (ci-après dénommé le décret).

Il aménage, par ailleurs, les niveaux de couverture et de cotisation au regard de l'analyse des résultats du régime pour les exercices 2011 et 2012 et de l'évolution de la législation sur la taxation.

Article 2

Bénéficiaires du régime

A compter du 1^{er} janvier 2014, l'article 6 de l'avenant est modifié comme suit, les dispositions des 6.1 et 6.2 étant inchangées :

« Est réputé bénéficiaire du régime frais de santé tout salarié, sous contrat de travail en cours, inscrit aux effectifs des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective et ayant acquis une ancienneté de 6 mois dans la même entreprise.

Lorsque le salarié aura atteint l'ancienneté requise, il bénéficiera obligatoirement du régime.

Peuvent être dispensés d'affiliation, au choix du salarié, et à condition d'apporter la preuve d'une affiliation auprès d'un autre assureur :

- les salariés sous contrat à durée déterminée d'une durée au moins égale à 12 mois, couverts par ailleurs par une assurance individuelle souscrite pour le même type de garanties ;
- les salariés qui bénéficient, au jour de la mise en place du régime ou de leur embauche, d'un régime de remboursement de frais de santé obligatoire en tant qu'ayant droit de leur conjoint, dans le cadre d'un dispositif de prévoyance complémentaire remplissant les conditions mentionnées au sixième alinéa de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale.

Les salariés qui cessent de demander le bénéfice de la dérogation ou qui ne sont plus en mesure de présenter un justificatif de couverture obligatoire sont, quant à eux, tenus de cotiser.

Peuvent être également dispensés d'affiliation, au choix du salarié, et quelle que soit la date d'embauche :

- les salariés sous contrat à durée déterminée d'une durée inférieure à 12 mois ;
- les salariés à temps partiel dont l'adhésion au système de garanties les conduirait à s'acquitter d'une cotisation au moins égale à 10 % de leur rémunération brute ;
- les salariés bénéficiaires d'une couverture complémentaire en application de l'article L. 861-3 (CMUC) ou d'une aide à l'acquisition d'une complémentaire santé en application de l'article L. 863-1 et les salariés couverts par une assurance individuelle frais de santé. Dans ces cas, la dispense ne peut jouer que jusqu'à échéance du contrat individuel.

Les garanties définies par le présent avenant sont suspendues pour les salariés dont le contrat de travail est suspendu pour d'autres causes que celles de maternité, maladie ou accident (professionnel ou non professionnel) et pour la durée de cette suspension.

L'APGIS mettra à disposition des salariés concernés par une suspension du contrat de travail emportant suspension des garanties un système facultatif de maintien de la garantie souscrit à titre individuel et volontaire sur la base du même tarif que celui appliqué aux actifs, les cotisations patronales et salariales restant alors à la charge du salarié.

A l'issue de la suspension, les salariés concernés bénéficient à nouveau de l'intégralité des garanties du présent accord sans formalité. »

Article 3

Cotisations

Le premier paragraphe de l'article 7 de l'avenant est modifié comme suit :

« Les cotisations contractuelles afférentes au risque frais de santé sont fixées, à compter du 1^{er} mai 2013, à la valeur de 40 € par mois, pour les salariés relevant du régime général de la sécurité sociale, et à 26 € par mois, pour les salariés bénéficiant du régime local de la sécurité sociale d'Alsace-Moselle. »

Les autres dispositions de l'article 7 de l'avenant restent inchangées.

Article 4

Définition des prestations

Le tableau de l'article 8.2 de l'avenant est remplacé comme suit pour le poste « Optique » à compter du 1^{er} mai 2013 :

OPTIQUE	
Monture ⁽¹⁾	Forfait de 80 €
Par verre unifocal (simple ou complexe) ⁽¹⁾	Forfait de 90 €
Par verre multifocal (simple ou complexe) ⁽¹⁾	Forfait de 160 €

OPTIQUE	
Lentilles acceptées ou refusées par la sécurité sociale (crédit annuel)	120 €
Réduction chirurgicale de la myopie	Forfait de 300 €
(1) Limitation à un équipement tous les 2 ans, sauf prescription médicale justifiant une évolution de correction d'au moins 0,5 dioptrie.	

Les autres remboursements restent inchangés.

Article 5

Mise en conformité avec l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013 (ANI)

Il est convenu que le régime conventionnel frais de santé mis en œuvre par l'avenant se mettra en conformité, le cas échéant, avec les dispositions de l'ANI et de la loi de mise en application, notamment sur :

- la durée de la mutualisation du maintien des garanties pour les demandeurs d'emploi ;
- le respect du niveau de couverture du panier de soins minimal.

L'APGIS mettra en œuvre les adaptations nécessaires, dans les délais requis, et communiquera préalablement aux signataires de l'avenant une analyse de leur impact.

Article 6

Pilotage du régime

L'APGIS procédera, au plus tard pour le 30 septembre 2013 :

- à une analyse approfondie des frais engagés/remboursements du régime/reste à charge par type de verres ;
- à une étude de différentes propositions d'adaptation du remboursement des verres afin de tenir compte au mieux des prix constatés et de l'objectif de maîtrise des coûts.

En fonction de ces éléments, les signataires de l'avenant se réuniront avant le 30 novembre 2013, afin de statuer sur une éventuelle évolution des couvertures.

Article 7

Entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et prendra effet, pour l'article 2, au 1^{er} janvier 2014 et pour les autres articles, au 1^{er} mai 2013.

Article 8

Dépôt

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente, conformément aux dispositions des articles du code du travail, et les parties conviendront de le présenter à l'extension auprès du ministère compétent, à l'expiration du délai légal d'opposition.

Fait à Paris, le 13 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3125

Convention collective nationale
IDCC : 1586. – INDUSTRIES CHARCUTIÈRES
(Salaisons, charcuteries, conserves de viandes)

AVENANT N° 3 DU 5 MARS 2013
À L'ACCORD DU 6 OCTOBRE 2006 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1350670M
IDCC : 1586

Entre :

La FICT,

D'une part, et

La FNAA CFE-CGC ;

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC ;

La FGA CFDT ;

La FNAF CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier et d'améliorer les dispositions de l'article 4.2 « Garantie rente éducation » de l'accord du 6 octobre 2006 portant amélioration du régime de prévoyance, modifié par un avenant n° 1 du 28 janvier 2010 et un avenant n° 2 du 15 avril 2010. Cet article est annulé et remplacé comme suit :

« Article 4.2

Garantie rente éducation

Pour pourvoir à l'éducation des enfants dont les parents sont décédés ou en invalidité permanente et totale telle que définie à l'article 4.1, il est versé aux enfants à charge du salarié une rente éducation déterminée comme suit :

- jusqu'au 16^e anniversaire : 6 % du salaire de référence ;
- au-delà et jusqu'au 18^e anniversaire : 8 % du salaire de référence (jusqu'au 26^e anniversaire de l'enfant, si ce dernier est apprenti, étudiant, au service national ou demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi et non indemnisé par le régime d'assurance chômage).

Le montant annuel de la rente ne peut être inférieur :

- de 0 à 16 ans : 1 200 € ;
- de 16 à 18 ans : 1 400 € ;
- de 18 à 26 ans : 1 400 €.

La rente est doublée pour les orphelins de père et de mère.

Les rentes en cours de service, liquidées antérieurement au 1^{er} mai 2013, seront désormais calculées sur les bases définies par le présent avenant.

Enfants à charge

Sont considérés comme enfants à charge à la date de l'événement ouvrant droit à prestations les enfants du participant, qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs, reconnus :

- jusqu'à leur 18^e anniversaire, sans condition ;
- jusqu'à leur 26^e anniversaire, sous la condition soit :
 - de poursuivre des études dans un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel ;
 - d'être en apprentissage ;
 - de poursuivre une formation professionnelle en alternance, dans le cadre d'un contrat d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes associant, d'une part, des enseignements généraux professionnels ou technologiques dispensés pendant le temps de travail, dans des organismes publics ou privés de formation, et, d'autre part, l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou plusieurs activités professionnelles en relation avec les enseignements reçus ;
 - d'être, préalablement à l'exercice d'un premier emploi rémunéré, inscrits auprès de Pôle emploi comme demandeurs d'emploi ou stagiaires de la formation professionnelle ;
 - d'être employés dans un ESAT (établissement et service d'aide par le travail) ou dans un atelier protégé en tant que travailleurs handicapés ;
- sans limitation de durée en cas d'invalidité reconnue avant le 26^e anniversaire, équivalente à l'invalidité de 2^e ou 3^e catégorie de la sécurité sociale, justifiée par un avis médical ou tant que l'enfant invalide bénéficie de l'allocation d'adulte handicapé et tant qu'ils sont titulaires de la carte d'invalidé civil, sous réserve d'être âgés de moins de 26 ans à la date du décès du salarié.

Par assimilation, sont considérés à charge, s'ils remplissent les conditions indiquées ci-dessus, et indépendamment de la position fiscale, les enfants à naître et nés viables, et les enfants recueillis – c'est-à-dire ceux de l'ex-conjoint éventuel, du conjoint ou du (de la) concubin(e) ou du partenaire lié par un Pacs – du salarié décédé qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si leur autre parent n'est pas tenu au versement d'une pension alimentaire.

Concubin. – Partenaire de Pacs

L'OCIRP reconnaît la situation des partenaires liés par un Pacs et les considère comme des conjoints survivants.

Le bénéfice des garanties de l'OCIRP est également ouvert aux couples concubins. Le concubin ou la concubine survivant(e) doit apporter la preuve qu'il ou elle a vécu jusqu'au moment du décès au moins 2 ans en concubinage notoire avec le salarié décédé.

De plus, il ou elle doit être au regard de l'état civil, ainsi que le participant décédé, libre de tout lien de mariage ou de contrat de Pacs.

En cas de naissance ou d'adoption dans le couple concubin, ce délai de 2 ans n'est pas exigé.

Paiement de la rente

La rente est versée par trimestre et d'avance.

Elle prend effet à compter du premier jour du mois civil suivant le décès ou l'invalidité du salarié si les demandes de prestations comportant les pièces justificatives nécessaires ont été déposées dans un délai de 1 an.

A défaut, elle prend effet au premier jour suivant la date de dépôt de la demande.

Le versement de la rente éducation cesse à la fin du trimestre civil au cours duquel l'enfant ne remplit plus les conditions d'attribution ou au jour de son décès.

Lorsque l'enfant est mineur, elle est versée au conjoint non déchu de ses droits parentaux ou, à défaut, au tuteur, ou bien, avec l'accord de celui-ci, à la personne ayant la charge effective des enfants. Lorsque l'enfant est majeur, elle lui est versée directement.

Elle est versée tant que l'enfant est à charge ou poursuit des études et au maximum jusqu'au 26^e anniversaire. »

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prendra effet le 1^{er} mai 2013.

Article 3

Formalités administratives

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires ont convenu de demander sans délai son extension, et ce en application de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

La fédération française des industriels charcutiers traiteurs (FICT) est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 5 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3305

Convention collective nationale

IDCC : 2216. – **COMMERCE DE DÉTAIL ET DE GROS
À PRÉDOMINANCE ALIMENTAIRE**

AVENANT N° 40 DU 30 NOVEMBRE 2011
RELATIF À LA PRÉVOYANCE POUR LES SALARIÉS NON CADRES

NOR : ASET1350659M

IDCC : 2216

Entre :

La FCD,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FNAA CFE-CGC ;

La FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'adapter le niveau des cotisations du régime de prévoyance des salariés non cadres de la convention collective nationale du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire, et d'en améliorer le niveau de garantie.

Au regard des comptes de résultat du régime, les parties signataires conviennent d'une amélioration de la garantie frais d'obsèques et d'une diminution des taux de cotisations.

Article 2

Modification de l'article 13.4 « Frais d'obsèques »

L'article 13.4 est désormais rédigé comme suit :

« Pour faire face aux frais d'obsèques du salarié assuré, la personne qui les a pris en charge percevra une indemnité égale à un plafond mensuel de sécurité sociale en vigueur à la date du décès, dans la limite des frais réellement acquittés, sur justificatifs à produire. »

Article 3

Modification de l'article 13.9 « Cotisations »

L'article 13.9 est désormais rédigé comme suit :

« Depuis le 1^{er} juillet 2010, en raison de la suppression de la cotisation temporaire de la garantie reprise des risques en cours, par an, sur 3 ans, de 0,02 %, le taux de cotisation global calculé sur les salaires bruts (tranches A et B) est de 0,44 %.

A compter du 1^{er} janvier 2012, la cotisation globale est ramenée à 0,40 %. Les taux de cotisations calculés sur les salaires bruts (tranches A et B) sont les suivants :

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX DE COTISATION
Décès, invalidité absolue et définitive (3e catégorie)	0,09
Frais d'obsèques	0,01
Rente, éducation	0,06
Invalidité	0,24
Taux global	0,40

Cette cotisation globale de 0,40 % sur les tranches A et B est financée à hauteur de 0,23 % par les employeurs et 0,17 % pour les salariés.

La répartition de la cotisation globale est susceptible de modification ultérieure, en particulier en cas de modification des garanties ou du financement de la reprise des risques en cours.

Les salariés non cadres cotisent au régime de prévoyance lorsqu'ils ont atteint 1 an d'ancienneté dans l'entreprise. Les cotisations sont dues à compter du premier jour du mois au cours duquel ils atteindront 1 an d'ancienneté. »

Article 4

Date d'application

Le présent avenant sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 5

Publicité

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original signé des parties, à la direction des relations du travail, dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi que par voie électronique à l'adresse de messagerie : depot.accord@travail.gouv.fr.

Article 6

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent avenant, la fédération des entreprises du commerce et de la distribution étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 30 novembre 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3045

Convention collective nationale

IDCC : 1624. – **COMMERCE DE GROS DE LA CONFISERIE,
CHOCOLATERIE, BISCUITERIE ET ALIMENTATION FINE
ET DES NÉGOCIANTS-DISTRIBUTEURS DE LEVURE**

ACCORD DU 15 JANVIER 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2013

NOR : ASET1350665M
IDCC : 1624

Entre :

L'UPGCAF,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La CFE-CGC Agro,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article unique

Entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature conformément aux dispositions de l'article L. 2231-1 du code du travail.

Il sera ensuite procédé, dans les meilleurs délais, aux formalités légales en vue du dépôt et de l'extension du présent accord, conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

**Grille des minima conventionnels mensuels
applicable au 1^{er} janvier 2013**

(Base 151,67 heures)

(En euros.)

COEFFICIENT	MINIMUM conventionnel
Employés	
115	1 430,22
118	1 430,22
120	1 430,22

COEFFICIENT	MINIMUM conventionnel
125	1 433
130	1 442
135	1 453
138	1 464
140	1 496
145	1 513
150	1 529
155	1 545
160	1 562
165	1 578
170	1 594
175	1 610
180	1 627
185	1 659
190	1 692
Agents de maîtrise, techniciens et assimilés	
200	1 755
210	1 798
212	1 842
230	1 906
250	2 022
260	2 082
270	2 144
Cadres	
280	2 246
290	2 307
300	2 370
310	2 427
325	2 508
330	2 608
380	2 808
450	3 109
650	4 313

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3072

Convention collective nationale

IDCC : 179. – **COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION**

Brochure n° 3013

Accord collectif national

IDCC : 1325. – **COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION**
(Gérants non salariés)

AVENANT N° 913 DU 15 MARS 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{er} AVRIL 2013

NOR : ASET1350649M

IDCC : 179, 1325

Entre :

La FNCC,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC ;

La FNAA CFE-CGC ;

La FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant s'applique aux salariés entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du personnel des coopératives de consommateurs et a pour objet de déterminer les évolutions des salaires minima pour l'année 2013.

Article 2

Revalorisation des salaires minima

Les parties signataires du présent avenant conviennent des modalités suivantes de revalorisation des salaires minima pour l'année 2013.

Grille des salaires minima au 1^{er} avril 2013

(En euros.)

GROUPE	SANS ancienneté	AVEC ANCIENNETÉ				
	Niveau 1	Niveau 2 3 %	Niveau 3 6 %	Niveau 4 9 %	Niveau 5 12 %	Niveau 6 15 %
1	1 430,22	1 473,13	1 516,03	1 558,94	1 601,85	1 644,75
2	1 437,00	1 480,11	1 523,22	1 566,33	1 609,44	1 652,55
3	1 443,00	1 486,29	1 529,58	1 572,87	1 616,16	1 659,45
4	1 450,00	1 493,50	1 537,00	1 580,50	1 624,00	1 667,50
5	1 474,00	1 518,22	1 562,44	1 606,66	1 650,88	1 695,10
6	1 530,00	1 575,90	1 621,80	1 667,70	1 713,60	1 759,50
7	1 640,00	1 689,20	1 738,40	1 787,60	1 836,80	1 886,00
8a	1 907,00	1 964,21	2 021,42	2 078,63	2 135,84	2 193,05
8b	2 020,00	2 080,60	2 141,20	2 201,80	2 262,40	2 323,00
9a	2 111,00	2 174,33	2 237,66	2 300,99	2 364,32	2 427,65
9b	2 754,00	2 836,62	2 919,24	3 001,86	3 084,48	3 167,10

Article 3

Date d'application

Les dispositions du présent avenant sont applicables au 1^{er} avril 2013.

Article 4

Formalité. – Publicité

Cet avenant fera l'objet des formalités de dépôt prévues aux articles L. 2231-6 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 15 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3307

Convention collective nationale
IDCC : 2264. – HOSPITALISATION PRIVÉE

AVENANT DU 4 MARS 2013
RELATIF AU FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION PARITAIRE

NOR : ASET1350669M
IDCC : 2264

PRÉAMBULE

Le présent accord est conclu entre les partenaires sociaux de la commission paritaire de la branche de l'hospitalisation privée commerciale annexe « Maisons de retraite », afin d'en fixer les modalités de fonctionnement.

L'objectif poursuivi par les partenaires sociaux est de fixer le cadre de la négociation et ainsi de veiller à son bon déroulement.

Article 1^{er}

Composition

La commission paritaire est constituée des organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche au plan national ainsi que du syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (SYNERPA) et de la fédération de l'hospitalisation privée (FHP) invitée en qualité d'observateur.

Article 2

Nombre de participants maximum par organisation

Le nombre de représentants par organisation est fixé à quatre maximum par organisation syndicale de salariés.

Article 3

Elaboration de l'ordre du jour

L'ordre du jour de la commission paritaire est arrêté conjointement par les deux collègues lors de la séance précédente.

Article 4

Désignation d'un président de séance

Chaque séance de la commission paritaire est présidée alternativement par un membre d'une organisation syndicale de salariés et par un représentant des organisations patronales.

Le président sera désigné en début de séance.

Article 5

Envoi des convocations et de l'ordre du jour

Le SYNERPA adressera aux représentants des organisations syndicales de salariés et à leur fédération la convocation, l'ordre du jour arrêté lors de la séance précédente et les documents s'y référant par mail au moins 2 semaines avant la date fixée pour la commission paritaire.

Par ailleurs, le SYNERPA adressera par courrier un ordre du jour aux fédérations du collège salarial.

Enfin, et pour les organisations syndicales qui le souhaitent, le SYNERPA adressera la convocation par mail aux employeurs des membres du collège salarial.

Article 6

Elaboration du projet de compte rendu

Le projet de compte rendu de la commission paritaire est élaboré par la partie patronale et envoyé aux organisations syndicales de salariés lors de la convocation à la séance suivante.

Il est ensuite validé lors de la séance suivante.

Article 7

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être révisé ou dénoncé à tout moment, conformément aux articles L. 2222-6 et L. 2222-5 du code du travail et aux dispositions conventionnelles.

Article 8

Dispositions finales

Le présent accord s'appliquera dès le 4 mars 2013.

Fait à Paris, le 4 mars 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SYNERPA.

Syndicats de salariés :

FNSS CFDT ;

FFSAS CFE-CGC ;

FPSPS FO ;

FNSCS CFTC.

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales
NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

ACCORD DU 11 FÉVRIER 2013
RELATIF AU FONCTIONNEMENT DES INSTANCES PARITAIRES

NOR : ASET1350666M

IDCC : 398, 533, 652

Entre :

La FNBM,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FG FO ;

La FNCB CFDT ;

Le SICMA CFE-CGC ;

La FNSCBA CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations signataires considèrent que la négociation de branche est le moyen privilégié pour parvenir à concilier les intérêts des salariés avec les spécificités et les besoins des entreprises.

Afin de favoriser le dialogue social et par là même la négociation collective, les partenaires sociaux souhaitent encadrer les règles de fonctionnement des commissions paritaires nationales de la branche du négoce des matériaux de construction et déterminer les modalités de participation des partenaires sociaux ainsi que leur prise en charge.

Dans ce cadre, les entreprises de la branche s'engagent à :

- ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou non à un syndicat, d'exercer ou non des fonctions syndicales ;
- laisser aux représentants syndicaux le temps nécessaire pour participer aux instances paritaires de la branche et de respecter la liberté d'expression des représentants d'organisations syndicales.

Article 1^{er}

Champ d'application de l'accord

Le présent accord s'applique à l'ensemble des entreprises et des salariés relevant des conventions collectives du négoce des matériaux de construction (convention collective nationale n° 3154, IDCC : 398, 533, 652) en vigueur sur le territoire métropolitain et les DOM.

Article 2

Organisation et fonctionnement des instances paritaires

2.1. Nombre d'instances paritaires de la branche et composition des délégations syndicales

Pour tenir compte de la charge imposée aux entreprises, chaque organisation syndicale s'assurera, sauf exception qu'elle justifiera, à ne pas inclure dans leur délégation plus d'un salarié par établissement et plus de deux salariés par entreprise, qu'ils soient indemnisés ou non.

INSTANCE PARITAIRE	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS des organisations syndicales	NOMBRE DE RÉUNIONS / AN à titre indicatif
CPN (commission paritaire nationale)	3 représentants par organisation syndicale	6 à 10 réunions
Jury paritaire CQP-VAE	1 titulaire et 1 suppléant par organisation syndicale	4 réunions (le jour même de la CPNEFP)
CPNEFP (commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle)	1 titulaire et 1 suppléant par organisation syndicale	4 réunions
CPV (commission paritaire de validation des accords)	1 titulaire et 1 suppléant par organisation syndicale	Autant que de besoin
Commission paritaire d'interprétation et de conciliation	2 représentants par organisation syndicale	Autant que de besoin

2.2. Règles de fonctionnement des instances paritaires

Les instances paritaires se réunissent sur convocation adressée par le secrétariat de la FNBM 15 jours calendaires avant la date de la réunion prévue.

Chaque organisation syndicale devra faire connaître à la fédération les noms de leurs représentants, 2 jours ouvrés avant la réunion.

Il est prévu qu'à chaque début d'année, en fonction des obligations légales et des objectifs de négociation, les partenaires sociaux établissent un agenda social prévisionnel des dates des réunions.

2.3. Autorisation d'absence pour participer aux réunions paritaires

Tout employeur, ou son représentant, d'un salarié appelé à participer à une réunion paritaire, en qualité de représentant d'une organisation syndicale de la branche professionnelle, est tenu de lui accorder une autorisation d'absence en vue d'y participer, pour autant que cette demande lui ait été présentée au moins 5 jours ouvrés avant la date de la réunion.

A l'appui de sa demande, le salarié devra présenter une convocation émanant de son organisation syndicale ou du secrétariat de l'instance professionnelle à l'initiative de la réunion, précisant le jour, l'objet, l'heure et le lieu de la réunion paritaire.

Ces conditions étant réunies, les employeurs ne pourront s'opposer à leur déplacement en vue de participer auxdites commissions. Le temps passé aux réunions paritaires par les représentants désignés est assimilé à du temps de travail effectif et payé comme tel par l'entreprise.

La durée de l'absence pour participer à la réunion paritaire ne sera pas imputée sur le crédit d'heures dont dispose le salarié au sein de son entreprise pour l'accomplissement de ses missions.

Article 3

Indemnisation des réunions paritaires

Les frais engagés par les représentants des organisations syndicales de la branche professionnelle donneront lieu à un remboursement dans les conditions définies ci-après.

Le remboursement des frais engagés sont ceux directement liés à la participation à la réunion paritaire.

Leur remboursement est subordonné à la remise des pièces justificatives originales, attestant de la dépense :

- originaux des billets de train ;
- reçu passager et coupon de la carte d'embarquement en cas de déplacement en avion ;
- indication sur l'honneur du nombre de kilomètres parcourus.

3.1. Indemnisation des frais de transport

Au titre des frais de transport, seront uniquement prises en charge les sommes engagées entre le domicile principal du représentant syndical et le lieu de la réunion paritaire, sur présentation et remise de l'original du justificatif de transport, dans les conditions suivantes :

- train : remboursement SNCF sur la base du titre du transport, pour un trajet effectué en 2^e classe ou 1^{re} classe à prix équivalent (billet IDTGV, billet Prems...) dès lors que le salarié apportera le justificatif (comparatif) entre les deux ;
- avion : remboursement du vol effectué sur les lignes intérieures, dès lors que le trajet est supérieur à 700 km. Le remboursement du billet exclut la prise en charge concomitante des frais d'hôtel, sauf impossibilité matérielle d'effectuer le trajet aller-retour dans la même journée ;
- voiture : à titre exceptionnel afin de se rendre à la gare ou RER ou aéroport le plus proche du domicile du représentant syndical. Remboursement sur la base des kilomètres parcourus, au tarif annuel retenu par l'administration fiscale et pour un véhicule n'excédant pas 7 CV. Le remboursement des dépenses annexes éventuelles (parking, péages...) est effectué sur remise du justificatif original.

3.2. Indemnisation des frais de restauration et d'hébergement

Les remboursements s'effectueront, pour chaque participant, sur présentation et remise du justificatif original et selon le barème suivant :

- frais de repas : remboursement dans la limite de 25 € par repas ;
- frais d'hébergement : remboursement de la chambre d'hôtel sur la base du montant réel justifié, dans la limite de 100 € par nuit, petit déjeuner inclus.

3.3. Modalités de remboursement

Dans les conditions ci-dessus énoncées, la FNBM prendra en charge le remboursement des dépenses effectuées par les représentants des organisations paritaires représentatives, dans les limites fixées ci-dessus.

Les participants transmettront au secrétariat de la FNBM le formulaire type (fiche de remboursement), remis à cet effet, et sur lequel sont mentionnés :

- la date de la réunion ;
- le nom et l'adresse de l'organisation syndicale ;
- le nom et l'adresse du délégué ;
- le nom et l'adresse de l'entreprise à laquelle il appartient ;
- les détails du remboursement.

Les justificatifs sont annexés à la fiche de remboursement.

Le remboursement se fera par chèque. Il sera effectué et/ou adressé par voie postale dans un délai de 15 jours suivant réception de l'intégralité des justificatifs.

Il ne sera pas remboursé d'autres types de dépenses que celles prévues, et tout dépassement restera à la charge de la personne l'ayant engagé, sauf justification dûment apportée de frais supplémentaires incompressibles qui pourront alors être pris en charge en complément.

En cas de non-remise de l'original du justificatif, aucun remboursement ne sera effectué.

Article 4

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent accord est conclu à durée indéterminée.

Il entre en vigueur à compter de sa signature.

Le présent texte fera l'objet des formalités de dépôt, de publicité et d'extension prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2261-15 et D. 2231-1 du code du travail.

Article 5

Adhésion

Toute organisation représentative, patronale ou syndicale, non signataire du présent accord pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de la commission paritaire nationale et des signataires de l'accord.

Article 6

Dénonciation. – Révision

L'accord pourra être dénoncé dans les conditions prévues par l'article L. 2261-9 du code du travail.

Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

Article 7

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs de groupe, d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent accord, en tout ou partie, sauf dispositions plus favorables aux salariés.

Fait à Paris, le 11 février 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales
NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 37 DU 11 FÉVRIER 2013
MODIFIANT LE CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

NOR : ASET1350656M

IDCC : 652

Entre :

La FNBM,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FNCB CFDT ;

La FG FO ;

Le SICMA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle nomenclature d'activités française (NAF rév. 2) au 8 janvier 2008, les partenaires sociaux ont décidé de mettre en conformité le champ d'application de la convention collective comme suit.

Article 1^{er}

*Révision de l'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective des cadres
de la branche du négoce des matériaux de construction*

La présente convention règle sur l'ensemble du territoire national y compris les DOM les rapports entre les employeurs et l'ensemble des salariés, quel que soit leur statut :

- des entreprises dont l'activité principale est le commerce de gros de bois et de matériaux de construction correspondant au code APE 46.73A ;
- des entreprises dont l'activité principale est le commerce de gros d'appareils sanitaires et produits de décoration correspondant au code APE 46.73B ;
- des intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction correspondant au code APE 46.13Z, issus de la NAF rév. 2 ;

- des sociétés holding, lorsque leur activité vise à l’encadrement et au contrôle de sociétés relevant du code APE ci-dessus ;
- des centrales d’achat non alimentaires dès lors que leur activité vise à gérer et à encadrer des entreprises ayant une activité en commerce de gros de bois, de matériaux de construction et d’appareils sanitaires.

Il est rappelé que le code APE attribué par l’INSEE est donné à titre indicatif et n’a que la valeur d’une présomption, seule l’activité réelle principale de l’entreprise détermine, en vertu de la jurisprudence de la Cour de cassation, son assujettissement à un texte conventionnel.

Article 2

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

Il entre en vigueur à compter de sa signature.

Le présent texte fera l’objet des formalités de dépôt, de publicité et d’extension prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2261-15 et D. 2231-1 du code du travail.

Article 3

Adhésion

Toute organisation représentative, patronale ou syndicale, non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de la commission paritaire nationale et des signataires de l’avenant.

Article 4

Dénonciation. – Révision

L’avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par l’article L. 2261-9 du code du travail.

Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l’une ou de plusieurs des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d’un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l’ensemble des parties signataires afin qu’une négociation puisse s’engager sans tarder.

Article 5

Force obligatoire de l’accord

Les accords collectifs de groupe, d’entreprise ou d’établissement de la branche du négoce des matériaux de construction ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent avenant, en tout ou partie, sauf dispositions plus favorables aux salariés.

Fait à Paris, le 11 février 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales
NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 49 DU 11 FÉVRIER 2013
MODIFIANT LE CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

NOR : ASET1350658M

IDCC : 398

Entre :

La FNBM,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FNCB CFDT ;

La FG FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle nomenclature d'activités française (NAF rév. 2) au 8 janvier 2008, les partenaires sociaux ont décidé de mettre en conformité le champ d'application de la convention collective comme suit.

Article 1^{er}

*Révision de l'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective des ouvriers
de la branche du négoce des matériaux de construction*

La présente convention règle sur l'ensemble du territoire national y compris les DOM les rapports entre les employeurs et l'ensemble des salariés, quel que soit leur statut :

- des entreprises dont l'activité principale est le commerce de gros de bois et de matériaux de construction correspondant au code APE 46.73A ;
- des entreprises dont l'activité principale est le commerce de gros d'appareils sanitaires et produits de décoration correspondant au code APE 46.73B ;
- des intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction correspondant au code APE 46.13Z, issus de la NAF rév. 2 ;
- des sociétés holding, lorsque leur activité vise à l'encadrement et au contrôle de sociétés relevant du code APE ci-dessus ;

- des centrales d'achat non alimentaires dès lors que leur activité vise à gérer et à encadrer des entreprises ayant une activité en commerce de gros de bois, de matériaux de construction et d'appareils sanitaires.

Il est rappelé que le code APE attribué par l'INSEE est donné à titre indicatif et n'a que la valeur d'une présomption, seule l'activité réelle principale de l'entreprise détermine, en vertu de la jurisprudence de la Cour de cassation, son assujettissement à un texte conventionnel.

Article 2

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

Il entre en vigueur à compter de sa signature.

Le présent texte fera l'objet des formalités de dépôt, de publicité et d'extension prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2261-15 et D. 2231-1 du code du travail.

Article 3

Adhésion

Toute organisation représentative, patronale ou syndicale, non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de la commission paritaire nationale et des signataires de l'avenant.

Article 4

Dénonciation. – Révision

L'avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par l'article L. 2261-9 du code du travail.

Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

Article 5

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs de groupe, d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent avenant, en tout ou partie, sauf dispositions plus favorables aux salariés.

Fait à Paris, le 11 février 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales
NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 51 DU 11 FÉVRIER 2013
MODIFIANT LE CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

NOR : ASET1350657M

IDCC : 533

Entre :

La FNBM,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

Le SICMA CFE-CGC ;

La FNCB CFDT ;

La FG FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle nomenclature d'activités française (NAF rév. 2) au 8 janvier 2008, les partenaires sociaux ont décidé de mettre en conformité le champ d'application de la convention collective comme suit.

Article 1^{er}

*Révision de l'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective
des ETAM de la branche du négoce des matériaux de construction*

La présente convention règle sur l'ensemble du territoire national y compris les DOM les rapports entre les employeurs et l'ensemble des salariés, quel que soit leur statut :

- des entreprises dont l'activité principale est le commerce de gros de bois et de matériaux de construction correspondant au code APE 46.73A ;
- des entreprises dont l'activité principale est le commerce de gros d'appareils sanitaires et produits de décoration correspondant au code APE 46.73B ;
- des intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction correspondant au code APE 46.13Z, issus de la NAF rév. 2 ;

- des sociétés holding, lorsque leur activité vise à l’encadrement et au contrôle de sociétés relevant du code APE ci-dessus ;
- des centrales d’achat non alimentaires dès lors que leur activité vise à gérer et à encadrer des entreprises ayant une activité en commerce de gros de bois, de matériaux de construction et d’appareils sanitaires.

Il est rappelé que le code APE attribué par l’INSEE est donné à titre indicatif et n’a que la valeur d’une présomption, seule l’activité réelle principale de l’entreprise détermine, en vertu de la jurisprudence de la Cour de cassation, son assujettissement à un texte conventionnel.

Article 2

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

Il entre en vigueur à compter de sa signature.

Le présent texte fera l’objet des formalités de dépôt, de publicité et d’extension prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2261-15 et D. 2231-1 du code du travail.

Article 3

Adhésion

Toute organisation représentative, patronale ou syndicale, non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de la commission paritaire nationale et des signataires de l’avenant.

Article 4

Dénonciation. – Révision

L’avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par l’article L. 2261-9 du code du travail.

Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l’une ou de plusieurs des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d’un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l’ensemble des parties signataires afin qu’une négociation puisse s’engager sans tarder.

Article 5

Force obligatoire de l’accord

Les accords collectifs de groupe, d’entreprise ou d’établissement de la branche du négoce des matériaux de construction ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent avenant, en tout ou partie, sauf dispositions plus favorables aux salariés.

Fait à Paris, le 11 février 2013.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale

**IDCC : 1353. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Dordogne)
(18 février 1985)**

(Etendue par arrêté du 5 septembre 1985,
Journal officiel du 1^{er} octobre 1985)

**ACCORD DU 18 FÉVRIER 2013
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS EFFECTIVES GARANTIES
POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1350671M

IDCC : 1353

Conformément à la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective ainsi qu'à la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, il a été convenu et arrêté ce qui suit.

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux constatent que le dernier accord relatif aux taux effectifs garantis date du 5 mars 2012.

Ils conviennent de la nécessité de renforcer un dialogue social constructif afin de garantir des rémunérations minimales aux salariés de la métallurgie du département de la Dordogne tout en assurant la compétitivité des entreprises concernées.

Article 1^{er}

Dispositions générales

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'accord national du 17 janvier 1991, reprises à l'article 11 *bis* de l'avenant « Mensuels » à la convention collective des industries métallurgiques et connexes de la Dordogne, les partenaires sociaux conviennent à partir de l'année 2011 de l'application d'un barème de taux effectifs garantis.

Les valeurs portées sur le barème annexé ci-joint des taux effectifs garantis sont fixées pour la durée légale hebdomadaire de 35 heures de travail effectif, ou pour une durée annuelle équivalente, et devront nécessairement être adaptées *pro rata temporis* pour les entreprises dont l'horaire collectif est inférieur à 35 heures.

Les valeurs portées sur le barème annexé ci-joint devront également être adaptées aux cas individuels en fonction de la durée du travail effectif de chaque intéressé et supporter, en conséquence, les majorations légales pour heures supplémentaires ou être minorées *pro rata temporis* pour correspondre à une durée du travail effectif inférieure à l'horaire collectif de l'entreprise.

Article 2

Mise en œuvre

Pour l'application des taux effectifs garantis, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments annuels bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des primes d'ancienneté prévues par la convention collective de la Dordogne ;
- des primes perçues dans le cadre de l'application des dispositifs légaux d'intéressement ou de participation ;
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux et insalubres prévues par la convention collective de la Dordogne.

Les rémunérations effectives garanties, établies pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, ne servent pas de base de calcul de la prime d'ancienneté. Elles ne font pas l'objet des majorations de 5 % et 7 % réservées aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier pour la détermination des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Article 3

Vérification

Au cas où il apparaîtrait qu'un salarié aurait perçu une rémunération annuelle brute inférieure à la rémunération effective garantie correspondant au classement de son emploi telle que définie à l'article 2 ci-dessus, l'employeur versera un complément annuel de rémunération au plus tard lors de la paie afférente au mois de décembre de l'année concernée.

Article 4

Formalités

Après expiration du délai prévu à l'article L. 2232-2 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé, en un nombre suffisant d'exemplaires, au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, ainsi qu'au secrétariat du greffe des conseils de prud'hommes de Périgueux et Bergerac, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord selon la procédure prévue aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Périgueux, le 18 février 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Périgord.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;

CFE-CGC ;

FTM CFDT.

ANNEXE

Barème des taux effectifs garantis annuels pour l'année 2013

Base de 151,67 heures, établi pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TEG 2013
I	1	140	17 163
	2	145	17 233
	3	155	17 287
II	1 (P1)	170	17 441
	2	180	17 574
	3 (P2)	190	17 643
III	1 (P3)	215	17 708
	2	225	17 833
	3	240	18 090
IV	1	255	18 597
	2	270	19 113
	3	285	20 260
V	1	305	21 774
	2	335	23 118
	3	365	25 141
	3	395	27 753

Convention collective départementale
IDCC : 1353. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Dordogne)
(18 février 1985)

(Etendue par arrêté du 5 septembre 1985,
Journal officiel du 1^{er} octobre 1985)

ACCORD DU 18 FÉVRIER 2013
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
AU 1^{ER} JANVIER 2013
NOR : ASET1350672M
IDCC : 1353

Conformément à la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective ainsi qu'à la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, il a été convenu et arrêté ce qui suit.

Article 1^{er}

Le présent accord se réfère aux dispositions des articles 11 et 13 des avenants « Mensuels » de la convention collective des industries métallurgiques et connexes de la Dordogne du 18 février 1985 modifiée par avenant du 6 juillet 1993. Il se réfère également aux dispositions de l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur la classification et à l'accord national du 13 juillet 1983.

Conclu ce jour, le présent accord porte effet à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'accord national du 19 janvier 1991, reprises à l'article 11 des avenants « Mensuels » de la convention collective susvisée, les barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques fixées ci-dessous servent uniquement de base de calcul à la prime d'ancienneté instaurée par l'article 13 desdites clauses particulières.

Article 3

Les barèmes de rémunérations minimales hiérarchiques sont obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point fixée à 4,55 € à compter du 1^{er} janvier 2013.

Les mensuels ouvriers, tels qu'ils sont définis par la classification « ouvriers » instituée par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Cette majoration est portée à 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Les rémunérations minimales hiérarchiques obtenues par les calculs prévus au présent article sont déterminées sur la base de 151,67 heures pour une durée légale hebdomadaire de 35 heures de travail effectif au sens de l'article L. 3121-1 du code du travail.

Ces valeurs devront donc être adaptées proportionnellement pour les entreprises dont l'horaire collectif légal ou conventionnel de travail effectif serait inférieur à 35 heures hebdomadaires.

Article 4

La prime d'ancienneté est calculée dans les conditions ci-après sur le barème des rémunérations minimales hiérarchiques :

- 3 % après 3 ans d'ancienneté ;
- 4 % après 4 ans d'ancienneté ;
- 5 % après 5 ans d'ancienneté ;
- 6 % après 6 ans d'ancienneté ;
- 7 % après 7 ans d'ancienneté ;
- 8 % après 8 ans d'ancienneté ;
- 9 % après 9 ans d'ancienneté ;
- 10 % après 10 ans d'ancienneté ;
- 11 % après 11 ans d'ancienneté ;
- 12 % après 12 ans d'ancienneté ;
- 13 % après 13 ans d'ancienneté ;
- 14 % après 14 ans d'ancienneté ;
- 15 % après 15 ans d'ancienneté.

Cette prime, calculée en proportion directe de l'horaire de travail effectif, s'ajoute aux appointements réels de l'intéressé.

La prime d'ancienneté devra figurer, à part, sur le bulletin de paie.

Article 5

Formalités

Après expiration du délai prévu à l'article L. 2232-2 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé, en un nombre suffisant d'exemplaires, au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, ainsi qu'au secrétariat du greffe des conseils de prud'hommes de Périgueux et Bergerac, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord selon la procédure prévue aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Périgueux, le 18 février 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale

UIMM Périgord.

Syndicats de salariés :

FTM CFDT ;

CGT-FO.

Convention collective

**IDCC : 1813. – INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES MÉTAUX
(Région de Maubeuge)
(8 juillet 1994)**

(Bulletin officiel n° 1994-4 bis)

(Etendue par arrêté du 19 janvier 1995,
Journal officiel du 28 janvier 1995)

**ACCORD DU 22 MARS 2013
RELATIF À LA PRIME DE VACANCES**

NOR : ASET1350662M
IDCC : 1813

Entre :

L'UIMM Sambre-Avesnois,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Montant

En application de l'article 91 de la convention collective, pour le calcul de la prime de vacances, l'allocation est fixée à 543 € pour 30 jours ouvrables, soit 18,10 € par jour de congé principal.

Article 2

Période de référence

Cette disposition est applicable à l'occasion de l'attribution des congés afférents à l'exercice 1^{er} juin 2012-31 mai 2013.

Article 3

Dépôt

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Maubeuge, le 22 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

IDCC : 1813. – **INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES MÉTAUX**
(Région de Maubeuge)
(8 juillet 1994)

(Bulletin officiel n° 1994-4 bis)

(Etendue par arrêté du 19 janvier 1995,
Journal officiel du 28 janvier 1995)

ACCORD DU 22 MARS 2013
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA PRIME DE PANIER
AU 1^{ER} JANVIER 2013
NOR : ASET1350663M
IDCC : 1813

Entre :

L'UIMM Sambre-Avesnois,

D'une part, et

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord est conclu en application des dispositions des articles 46, 47, 48 relatifs aux rémunérations garanties (RMH et REAG) et de l'article 60 relatif à la prime de panier de la convention collective des industries de la transformation des métaux de la région de Maubeuge.

Article 2

Prime de panier

Le montant de la prime de panier est fixé à 7,43 € à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 3

Valeur du point et barème de la rémunération minimale hiérarchique (RMH)

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 4,459 € à compter du 1^{er} janvier 2013.

Le barème de la RMH, mis à jour en fonction de la nouvelle valeur du point, est annexé au présent accord.

Article 4

Barème des rémunérations effectives annuelles garanties (REAG)

Les REAG, base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, sont fixées selon le barème annexé au présent accord, précisant :

- les valeurs des REAG applicables aux ouvriers ;
- les valeurs des REAG applicables aux administratifs/techniciens ;
- les valeurs des REAG applicables aux agents de maîtrise atelier.

Article 5

Modalités d'application des minima

Concernant la REAG :

Conformément aux dispositions de l'article 48 de la convention collective des industries de la transformation des métaux de Maubeuge, les entreprises effectuent la vérification du compte du salarié en fin d'année et procèdent au complément éventuel de la rémunération brute en début d'année suivante.

Concernant la RMH et la prime de panier :

Les nouveaux montants prévus par le présent accord ont été négociés pour une application dès le mois de janvier 2013.

Article 6

Rencontre

Compte tenu du haut degré d'incertitude qui caractérise le contexte économique et social, les signataires conviennent, à titre exceptionnel, de se rencontrer à nouveau au cours du mois de septembre, afin d'examiner l'évolution de la situation.

Article 7

Dépôt

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Maubeuge, le 22 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations effectives annuelles garanties pour l'année 2013

Base mensuelle : 151,67 heures.

Base hebdomadaire : 35 heures.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	INDICE	OUVRIERS		MAÎTRISE		ADMIN. et techniciens
					Sauf d'atelier	D'atelier	
I	1	140	O1	17 357			17 357
	2	145	O2	17 458			17 458
	3	155	O3	17 625			17 625
II	1	170	P1	17 768			17 768
	2	180					17 791
	3	190	P2	18 044			17 957
III	1	215	P3	18 372	AM1	18 152	18 152
	2	225			AM2	18 448	18 448
	3	240	TA1	19 636		19 105	19 050
IV	1	255	TA2	20 616	AM3	19 685	19 626
	2	270	TA3	21 831		20 370	20 312
	3	285	TA4	22 955	AM4	21 575	21 308
V	1	305			AM5	24 218	24 125
	2	335			AM6	27 150	27 743
	3	365			AM7	30 292	29 772
		395				34 578	31 979

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques au 1^{er} janvier 2013

Base mensuelle : 151,67 heures.

Base hebdomadaire : 35 heures.

Valeur du point : 4,459 €.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	INDICE	OUVRIERS ⁽¹⁾		MAÎTRISE		ADMIN. et techniciens
					Sauf d'atelier	D'atelier ⁽²⁾	
I	1	140	O1	655			624
	2	145	O2	678			647
	3	155	O3	726			691
II	1	170	P1	797			758
	2	180					803
	3	190	P2	890			847
III	1	215	P3	1 006	AM1	959	959
	2	225			AM2	1 003	1 003
	3	240	TA1	1 123		1 070	1 070

NIV.	ÉCH.	INDICE	OUVRIERS ⁽¹⁾		MAÎTRISE		ADMIN. et techniciens
					Sauf d'atelier	D'atelier ⁽²⁾	
IV	1	255	TA2 1 194	AM3	1 137	1 217	1 137
	2	270	TA3 1 265		1 204		1 204
	3	285	TA4 1 335	AM4	1 271	1 360	1 271
V	1	305		AM5	1 360	1 455	1 360
	2	335		AM6	1 494	1 597	1 494
	3	365		AM7	1 628	1 742	1 628
		395			1 761	1 885	1 761
(1) Barème comprenant la majoration de 5 % prévue par l'accord national du 30 janvier 1980. (2) Barème comprenant la majoration de 7 % prévue par l'accord national du 30 janvier 1980.							

Convention collective départementale

**IDCC : 1159. – MÉTALLURGIE
(Nièvre)**

(10 décembre 1981)

(Etendue par arrêté du 26 mai 1982,
Journal officiel du 20 juin 1982)

**ACCORD DU 28 MARS 2013
RELATIF AUX SALAIRES ET PRIMES POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1350673M
IDCC : 1159

Entre :

L'UIMM de la Nièvre,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations effectives annuelles garanties

Dispositions générales

Date d'application :

Les REAG figurant dans le tableau ci-après sont applicables à compter du 1^{er} mai 2013.

Définition et modalités d'application :

Les rémunérations effectives annuelles garanties sont applicables à l'ensemble des salariés visés à l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications.

Elles constituent le salaire brut annuel au-dessous duquel les salariés ne peuvent être rémunérés, sous réserve des conditions spéciales concernant les jeunes âgés de moins de 18 ans (art. 18 des dispositions générales de la présente convention collective). En aucun cas ces valeurs annuelles ne pourront servir de base pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les valeurs des tableaux figurant en annexe sont établies pour un horaire de travail effectif correspondant à la durée légale applicable à l'entreprise. Elles sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié et supporteront donc, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Ces valeurs annuelles seront applicables *pro rata temporis* en cas d'embauche ou de départ du salarié en cours d'année, ou en cas de survenance pour le salarié, pendant l'année, d'une suspension du contrat de travail ou d'un changement de classification ou de catégorie.

Assiette et date de comparaison :

Pour la comparaison des sommes réellement perçues par les salariés avec les présents barèmes, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts des salaires.

A l'exception :

- des primes d'ancienneté ;
- des sommes ayant le caractère de remboursements de frais ;
- de l'indemnité de panier de nuit prévue par la présente convention collective ;
- des sommes perçues dans le cadre des dispositions légales d'intéressement et de participation ;
- des sommes versées à titre de régularisation au titre des REAG de l'année précédente.

Cette comparaison est effectuée dans le courant du mois de janvier suivant l'année considérée.

Entreprises soumises à une durée légale du travail
de 35 heures (base 151,67 heures)

Ces valeurs annuelles de REAG, base 151,67 heures, sont établies pour la durée annuelle correspondant à un horaire de travail hebdomadaire de 35 heures.

Elles sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié. Elles supporteront, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Barème des rémunérations effectives annuelles garanties au 1^{er} mai 2013

Base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS, techniciens et agents de maîtrise	AGENTS de maîtrise d'atelier
I	1	140	17 163	17 163	
	2	145	17 200	17 200	
	3	155	17 274	17 274	
II	1	170	17 459	17 459	
	2	180		17 472	
	3	190	17 733	17 733	
III	1	215	18 120	18 120	18 120
	2	225		18 527	
	3	240	19 342	19 342	19 342
IV	1	255	20 228	20 228	20 228
	2	270	21 225	21 225	
	3	285	22 396	22 396	22 396
V	1	305		23 860	23 860
	2	335		25 820	25 820
	3	365		27 920	27 920
		395		29 950	29 950

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques

Dispositions générales

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent de base au calcul de la prime d'ancienneté.

Elles sont déterminées à partir d'une valeur de point.

La valeur du point, durée légale 35 heures (base 151,67 heures), demeure inchangée à 4,35 €.

En conséquence, des barèmes distincts de RMH sont établis en fonction de la durée légale du travail applicable à l'entreprise. Le barème de RMH est établi en fonction de la durée légale du travail applicable à l'entreprise et comprend les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Il incombe donc à chaque entreprise d'adapter le barème qui lui est applicable en fonction de l'horaire de travail effectif de ses salariés.

Par application de l'accord national du 30 janvier 1980, les RMH sont majorées de :

- 5 % pour les ouvriers ;
- 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Article 3

Prime de panier de nuit

Les parties décident de passer la valeur de la prime de panier de nuit (prévue à l'article 18.II de la présente convention) de 6,70 € à 6,85 € à compter du 1^{er} mai 2013.

Article 4

Formalités de dépôt

Le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et sera déposé dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Il fera l'objet d'une demande d'extension formée dans les meilleurs délais par l'union des industries et métiers de la métallurgie de la Nièvre.

Fait à Nevers, le 28 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des primes mensuelles d'ancienneté applicable au 1^{er} mai 2013

Base 35 heures par semaine (151,67 heures par mois).

Valeur du point : 4,35 €.

*Ouvriers**(En euros.)*

NIV.	ÉCH.	COEF.	CLAS.	SALAIRE mini.	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
I	1	140	O1	639,45	19,18	25,58	31,97	38,37	44,76	51,16	57,55	63,95	70,34	76,73	83,13	89,52	95,92
	2	145	O2	662,29	19,87	26,49	33,11	39,74	46,36	52,98	59,61	66,23	72,85	79,47	86,10	92,72	99,34
	3	155	O3	707,96	21,24	28,32	35,40	42,48	49,56	56,64	63,72	70,80	77,88	84,96	92,04	99,11	106,19
II	1	170	P1	776,48	23,29	31,06	38,82	46,59	54,35	62,12	69,88	77,65	85,41	93,18	100,94	108,71	116,47
	3	190	P2	867,83	26,03	34,71	43,39	52,07	60,75	69,43	78,10	86,78	95,46	104,14	112,82	121,50	130,17
III	1	215	P3	982,01	29,46	39,28	49,10	58,92	68,74	78,56	88,38	98,20	108,02	117,84	127,66	137,48	147,30
	3	240	TA1	1 096,20	32,89	43,85	54,81	65,77	76,73	87,70	98,66	109,62	120,58	131,54	142,51	153,47	164,43
V	1	255	TA2	1 164,71	34,94	46,59	58,24	69,88	81,53	93,18	104,82	116,47	128,12	139,77	151,41	163,06	174,71
	2	270	TA3	1 233,23	37,00	49,33	61,66	73,99	86,33	98,66	110,99	123,32	135,65	147,99	160,32	172,65	184,98
	3	285	TA4	1 301,74	39,05	52,07	65,09	78,10	91,12	104,14	117,16	130,17	143,19	156,21	169,23	182,24	195,26

Les rémunérations minimales hiérarchiques et les primes d'ancienneté sont établies sur la base de 151,67 heures (horaire légal) et comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail (accord national de la métallurgie du 23 février 1982).

Administratifs, techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE mini.	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
I	1	140	609,00	18,27	24,36	30,45	36,54	42,63	48,72	54,81	60,90	66,99	73,08	79,17	85,26	91,35
	2	145	630,75	18,92	25,23	31,54	37,85	44,15	50,46	56,77	63,08	69,38	75,69	82,00	88,31	94,61
	3	155	674,25	20,23	26,97	33,71	40,46	47,20	53,94	60,68	67,43	74,17	80,91	87,65	94,40	101,14
II	1	170	739,50	22,19	29,58	36,98	44,37	51,77	59,16	66,56	73,95	81,35	88,74	96,14	103,53	110,93
	2	180	783,00	23,49	31,32	39,15	46,98	54,81	62,64	70,47	78,30	86,13	93,96	101,79	109,62	117,45
	3	190	826,50	24,80	33,06	41,33	49,59	57,86	66,12	74,39	82,65	90,92	99,18	107,45	115,71	123,98
III	1	215	935,25	28,06	37,41	46,76	56,12	65,47	74,82	84,17	93,53	102,88	112,23	121,58	130,94	140,29
	2	225	978,75	29,36	39,15	48,94	58,73	68,51	78,30	88,09	97,88	107,66	117,45	127,24	137,03	146,81
	3	240	1 044,00	31,32	41,76	52,20	62,64	73,08	83,52	93,96	104,40	114,84	125,28	135,72	146,16	156,60
IV	1	255	1 109,25	33,28	44,37	55,46	66,56	77,65	88,74	99,83	110,93	122,02	133,11	144,20	155,30	166,39
	2	270	1 174,50	35,24	46,98	58,73	70,47	82,22	93,96	105,71	117,45	129,20	140,94	152,69	164,43	176,18
	3	285	1 239,75	37,19	49,59	61,99	74,39	86,78	99,18	111,58	123,98	136,37	148,77	161,17	173,57	185,96
V	1	305	1 326,75	39,80	53,07	66,34	79,61	92,87	106,14	119,41	132,68	145,94	159,21	172,48	185,75	199,01
	2	335	1 457,25	43,72	58,29	72,86	87,44	102,01	116,58	131,15	145,73	160,30	174,87	189,44	204,02	218,59
	3	365	1 587,75	47,63	63,51	79,39	95,27	111,14	127,02	142,90	158,78	174,65	190,53	206,41	222,29	238,16
		395	1 718,25	51,55	68,73	85,91	103,10	120,28	137,46	154,64	171,83	189,01	206,19	223,37	240,56	257,74

Les rémunérations minimales hiérarchiques et les primes d'ancienneté sont établies sur la base de 151,67 heures (horaire légal) et comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail (accord national de la métallurgie du 23 février 1982).

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	CLAS.	SALAIRE mini.	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
III	1	215	AM1	1 000,72	30,02	40,03	50,04	60,04	70,05	80,06	90,06	100,07	110,08	120,09	130,09	140,10	150,11
	3	240	AM2	1 117,08	33,51	44,68	55,85	67,02	78,20	89,37	100,54	111,71	122,88	134,05	145,22	156,39	167,56
IV	1	255	AM3	1 186,90	35,61	47,48	59,34	71,21	83,08	94,95	106,82	118,69	130,56	142,43	154,30	166,17	178,03
	3	285	AM4	1 326,53	39,80	53,06	66,33	79,59	92,86	106,12	119,39	132,65	145,92	159,18	172,45	185,71	198,98
V	1	305	AM5	1 419,62	42,59	56,78	70,98	85,18	99,37	113,57	127,77	141,96	156,16	170,35	184,55	198,75	212,94
	2	335	AM6	1 559,26	46,78	62,37	77,96	93,56	109,15	124,74	140,33	155,93	171,52	187,11	202,70	218,30	233,89
	3	365	AM7	1 698,89	50,97	67,96	84,94	101,93	118,92	135,91	152,90	169,89	186,88	203,87	220,86	237,84	254,83
		395	AM8	1 838,53	55,16	73,54	91,93	110,31	128,70	147,08	165,47	183,85	202,24	220,62	239,01	257,39	275,78

Les rémunérations minimales hiérarchiques et les primes d'ancienneté sont établies sur la base de 151,67 heures (horaire légal) et comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail (accord national de la métallurgie du 23 février 1982).

Brochure n° 3304

Convention collective nationale
IDCC : 2190. – MISSIONS LOCALES ET PAIO

ADHÉSION PAR LETTRE DU 2 JANVIER 2013
DE LA FNOS CGT À L'AVENANT N° 47 DU 18 DÉCEMBRE 2012
À LA CONVENTION
NOR : ASET1350654M
IDCC : 2190

FNOS CGT
263, rue de Paris
Case 536
93515 Montreuil Cedex

Montreuil, le 2 janvier 2013.

Monsieur,

La fédération nationale des personnels CGT des organismes sociaux vous prie de noter son adhésion à l'avenant n° 47 du 18 décembre 2012 à la convention collective nationale des missions locales et PAIO relatif à la valeur du point et à l'augmentation des indices professionnels.

Nous tenons à rappeler que le délai de signature a été unilatéralement porté à 15 jours (soit du vendredi 7 décembre 2012 au vendredi 21 décembre 2012) par l'UNML, et que notre organisation n'a été prévenue de ce délai inhabituel que le mercredi 19 décembre 2012, alors que nous étions en cours de consultation de nos syndiqués au sujet de cet avenant qui, par ailleurs, n'était pas disponible à Paris pour une signature.

Nous regrettons cet état de fait qui fera l'objet d'un courrier spécifique.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Convention collective nationale

**IDCC : 1539. – COMMERCE DE DÉTAIL DE PAPETERIE,
FOURNITURES DE BUREAU, DE BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE**

ACCORD DU 20 MARS 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2013

NOR : ASET1350653M

IDCC : 1539

Entre :

La FEB,

D'une part, et

La FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord règle, dans les départements français de métropole et d'outre-mer, les rapports entre les employeurs et salariés des entreprises dont l'activité principale est constituée par une ou plusieurs des activités suivantes :

- commerces de détail de papeterie, loisirs créatifs, fournitures scolaires, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines et mobilier de bureau, auprès d'une clientèle de consommateurs utilisateurs : particuliers, professions libérales, entreprises, administrations et collectivités.

Les entreprises dont l'activité principale est la vente aux revendeurs sont exclues du présent accord.

A titre indicatif, de manière non exhaustive et sous réserve de répondre au champ d'application ci-dessus défini, les codes APE les plus souvent visés sont : 47.62Z, 47.41Z, 47.59A, 47.78C ; 46.51Z, 46.65Z, 46.66Z.

Article 2

Barème des salaires

Base horaire : 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE BRUT minimum mensuel
I	140	1 432
II	150	1 445
III	170	1 455
IV	190	1 480
V	220	1 566
VI	260	1 764
VII	300	2 000
VIII	360	2 386
IX	450	3 184

Article 3

Clause de revoyure

Si le niveau I, coefficient 140 venait à être égal ou inférieur au Smic en vigueur, les parties conviendront qu'une réunion de renégociation sera organisée dans le mois qui suit.

Article 4

Date d'application

Cet accord est applicable le premier jour du mois suivant la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 20 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3248

Convention collective nationale
IDCC : 1512. – PROMOTION IMMOBILIÈRE

AVENANT N° 34 DU 29 MARS 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ET À LA VALEUR DU POINT
POUR L'ANNÉE 2013

NOR : ASET1350652M
IDCC : 1512

Entre :
La FPI,
D'une part, et
La CSFV CFTC ;
Le SNUHAB CFE-CGC ;
La FEC FO,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2013 :

- la première valeur de point, à multiplier par le coefficient 100, s'établit à 14,35 € ;
- la seconde valeur du point, à multiplier par la différence entre le coefficient de l'emploi et le coefficient 100, s'établit à 3,62 €.

Il en résulte du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 la nouvelle grille de salaires minima ci-après :

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE MENSUEL minimal (coefficient 100 par application de la 1 ^{re} valeur de point)	COMPLÉMENT de salaire par application de la 2 ^e valeur de point	TOTAL (pour 35 heures)
I	1	100	1 435	0	1 435
	2	110	1 435	37	1 472
II	1	123	1 435	84	1 519
	2	143	1 435	156	1 591
	3	163	1 435	229	1 664

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE MENSUEL minimal (coefficient 100 par application de la 1 ^{re} valeur de point)	COMPLÉMENT de salaire par application de la 2 ^e valeur de point	TOTAL (pour 35 heures)
III	1	176	1 435	276	1 711
	2	203	1 435	373	1 808
IV	1	300	1 435	724	2 159
	2	390	1 435	1 050	2 485
V	1	457	1 435	1 293	2 728
	2	590	1 435	1 774	3 209
	3	723	1 435	2 256	3 691

Article 2

Les parties signataires rappellent qu'un accord de branche sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a été signé le 21 février 2011, qui comporte un article sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé par la FPI auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris.

Un exemplaire sera adressé au greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

La FPI est mandatée pour présenter la demande d'extension.

Fait à Paris, le 29 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Jean-Denis Combrexelle

165130190-000513

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
